



Ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Entreprenariat Féminin



Banque Islamique de Développement

**PROGRAMME D'ALPHABETISATION  
ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS  
POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(PALAM/BID/SEN)**



**Rapport d'avancement trimestriel  
du 1<sup>e</sup> Janvier au 31 Mars 2013**

**PAYS** : SENEGAL

**MINISTERE de TUTELLE** : MINISTERE DE LA FEMME, DE L'ENFANCE  
ET DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ

**AGENCE D'EXECUTION** : UNITE DE GESTION DU PROGRAMME (UGP)

**NOM DU PROJET** : PROGRAMME D'ALPHABETISATION ET  
D'APPRENTISSAGE DE METIERS POUR LA  
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

**NUMERO DU PROJET** : PALAM/BID/SEN 110

# TABLE DES MATIERES

---

<b>I. CONTACTS</b>	<b>3</b>
<b>II - OBJECTIFS ET LOCALISATION DU PROJET</b>	<b>3</b>
<b>III -DESCRIPTION DES DIFFERENTES COMPOSANTES</b>	<b>4</b>
<b>IV -PLAN DE FINANCEMENT (SUIVANT ACCORD DE FINANCEMENT)</b>	<b>4</b>
<b>V ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE</b>	<b>5</b>
<b>VI. ETAT D'EXECUTION FINANCIERE</b>	<b>9</b>
<b>VII. ORGANISATION ET COMPOSITION DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET</b>	<b>11</b>
<b>VIII. ETAT DES DECAISSEMENTS</b>	<b>12</b>
<b>IX- RISQUES ET OPPORTUNITES</b>	<b>13</b>
<b>X- ACTIVITES ET DECAISSEMENT PROGRAMMES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE</b>	<b>16</b>
<b>XI. CONCLUSION</b>	<b>18</b>

## I- Contacts

	<b>Nom</b>	<b>Adresse Tel, Fax, Email</b>
<b>Directeur/coordonnateur du Projet</b>	<b>Mme Mbacké Khady Fall Ndiaye</b>	00221 77 537 09 20 khadyrassoul@yahoo.fr
<b>Agence d'exécution</b>	<b>Unité de Gestion du Projet (UGP)</b>	57, Avenue Georges Pompidou Dakar, Sénégal Tél/Fax : 00221 33 8212164
<b>Siège de l'Unité de Gestion du Projet</b>		57, Avenue Georges Pompidou Dakar, Sénégal Tél/Fax : 00221 33 8212164

## II-Objectifs et localisation du projet

### 1. Objectif global

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

### 2. Objectifs spécifiques

OS1 : L'objectif de la composante 1 est d'assurer l'accès à une éducation de base sur une durée de 3 à 4 ans avec application du programme de l'élémentaire allégé pour la passerelle vers le formel et la formation pré qualifiante, au profit des enfants non scolarisés, déscolarisés et ceux des daaras.

OS2 : L'objectif de la composante 2 est de répondre aux besoins éducatifs des adolescents et jeunes adultes âgés de 16 à 24 ans, en leur assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires à l'exercice d'une activité économique.

OS3 : L'objectif de la composante 3 est d'améliorer les compétences et qualifications des femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans pour les activités économiques qu'elles exercent.

### 3. Localisation

La présente phase du PALAM se déroule dans quinze (15) communautés rurales des régions de Diourbel et Kaffrine, dans 279 villages.

### III- Description des différentes composantes

<b>Composantes</b>	<b>Description</b>
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>8000 enfants de 9-15 ans déscolarisés précoces ou non scolarisés dont 65% de filles fréquentent une école communautaire de base (ECB) d'ici 2014 ;</li> </ul>
2. Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes	<ul style="list-style-type: none"> <li>3000 jeunes et adultes âgés de 16 à 24 ans ont renforcé leurs compétences techniques et professionnelles;</li> </ul>
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses	<ul style="list-style-type: none"> <li>10000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont amélioré leurs compétences techniques et leurs revenus ;</li> </ul>
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>60% des jeunes, adultes et 50 % des femmes en activité formés ont accès à la micro finance suivant les principes de la charia ;</li> </ul>
5. Gestion et suivi du programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion et le monitoring du programme sont assurés par une équipe d'experts.</li> </ul>

### IV- Plan de financement (suivant accord de financement)

#### **PLAN DE FINANCEMENT (en millions de dollars US)**

<b>Composante</b>	<b>IDB</b>	<b>Gouv</b>	<b>Co financiers</b>	<b>TOTAL</b>
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans	3,68	0,91	-	4,59
2. Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes	1,49	0,41	-	1,90
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses	2,22	0,49	-	2,71
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto emploi	3,04	0,05	-	3,09
5. Gestion et suivi du programme	0,92	0,84	-	1,76
Imprévus (5% des composantes sauf la composante 4)	0,40	0,10	-	0,5
<b>TOTAL</b>	<b>11,75</b>	<b>2,80</b>	<b>-</b>	<b>14,55</b>

**Commentaires:** Donner la situation actuelle du plan de financement (préciser si différent du plan initial), de la mobilisation du financement, de la mobilisation des fonds de contrepartie, des conditions et termes du cofinancement, de la levée des conditions préalables au premier décaissement, à la mise en vigueur etc.

R.A.S

## V- Etat d'exécution Physique

Activités	Date de début		Date de fin		Taux d'exécution physique	Analyse des écarts
	PI	Re <sup>2</sup>	PI	Re		
<b>Composante 1 : Accès à l'éducation de 8 000 enfants déscolarisés, non scolarisés et ceux des Daaras, âgés de 9 à 15 ans dont 65% de filles» et alphabétisation de 3000 jeunes et de 10000 femmes travailleuses</b>						
<b>Construction des ECB (infrastructures disponibles)</b> - Suivre et superviser les constructions par les comités locaux et national	15 / 03 / 12	30 / 06 / 13	27 / 12 / 13	En cours	80 %	Les travaux de construction se poursuivent malgré le non respect des contrats par les entrepreneurs
<b>Equipement des ECB</b>	20 / 01 / 13	20 / 01 / 13	15 / 11 / 13	En cours	40%	La livraison se poursuit
<b>Lot 3 : Formation initiale des personnels de terrain</b> - Formation initiale des volontaires et superviseurs du PALAM de la relance au CRFPE de Kaolack	22 / 09 / 12	06 / 11 / 12	19 / 02 / 13	28 / 03 / 13	100 %	Le décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs a retardé la formation des facilitateurs et superviseurs
- Formation initiale des facilitateurs et superviseurs des CAF du PALAM de la relance par les opérateurs.	22 / 09 / 12	07 / 10 / 12	9 / 03 / 13	30 / 3 / 13	100 %	
<b>Lot 4 : Démarrage des enseignements – apprentissages (ECB et CAF)</b> - Démarrage des cours dans les ECB et CAF des opérateurs.	1er / 01 / 13	30 / 12 / 13	2 / 04 / 13	30 / 12 / 13	39%	Tous les 23 opérateurs du premier recrutement et certains de la sélection complémentaire ont effectivement démarré dans les deux régions (Kaffrine et Diourbel)
<b>TAUX MOYEN</b>					<b>55,81%</b>	

**Composante 2 : Formation qualifiante de 3 000 adolescents et jeunes adultes analphabètes et déscolarisés, âgés de 16 à 24 ans**

Formation techniques de 1548 jeunes au niveau des ateliers artisanaux des régions de Kaffrine et de Diourbel	15 /05 /12	31/12/12	14 /01 /13	27/12/2013	52%	Certains opérateurs n'ont pas encore enrôlé les effectifs qui leur ont été attribués
Formation en Alpha de 1725 jeunes apprenants dans régions de Kaffrine et de Diourbel	15 /05 /12	31/12/12	14 /01 /13	27/12/2013	57,5%	
<b>TAUX MOYEN</b>					<b>55,73%</b>	

**Composante 3 : Alphabétisation fonctionnelle de 10 000 femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans**

Formation des femmes travailleuses	15 /05 /12		1 /01 /13	27/12/2013	35%	la formation des facilitatrices s'est déjà tenue et la planification pour le trimestre à venir déjà effectué. Formation
<b>TAUX MOYEN</b>					<b>35%</b>	

**Composante 4 : Dispositif de Micro Finance pour l'appui à l'auto-emploi**

Renforcement des capacités des acteurs en FI ; formation des SFD et des ONG en FI avec PAMIF 2 (dirigeants et personnel)	14/01/13	-	15/02/13	-	70%	La formation planifiée avec PAMIF 2 n'a pas pu se réaliser mais le plan de formation en FI se poursuit
Assister les SFD dans les premiers financements	11/02/13	-	30/03/13	-	0%	Pas encore réalisée car les financements n'ont pas encore démarré
Visites d'expérience en Finance Islamique	04/02/13	-	30/03/13	-	0%	Cette activité est différée au deuxième semestre
Encadrement technique des bénéficiaires par les ONG	02/01/13	04/03/13	30/03/13	30/03/13	34%	Les opérateurs ont démarré le processus de sélection et d'organisation de 1 700 femmes en micro entreprises
Formation des Micros entreprises en gestion	28/01/13	04/02/13	30/03/13	30/03/13	7%	Deux opérateurs techniques ont déjà formé 330 femmes en GERME 1
Financement des microprojets	04/03/13	-	30/03/13	-	0%	Pas encore réalisée car la mise en route des financements obéit à des étapes : sélection jeunes et femmes, formation technique, formation en gestion et organisation en micro entreprises formelles
<b>TAUX MOYEN</b>					<b>19,74%</b>	

**Composante 5 : Gestion et suivi du programme**

<b>Suivi des activités</b>	01/01/2013	01/01/2013	31/12/2013		71,07%	
			3			
<b>TAUX MOYEN</b>					<b>71,07%</b>	
<b>TAUX GLOBAL MOYEN</b>					<b>47,34%</b>	

**Donner un commentaire sur le taux d'exécution du projet, les activités réalisées durant le trimestre, les problèmes survenus qui ont impacté les délais, lister les risques potentiels.**

Au cours de ce trimestre, le taux d'exécution du projet au stade actuel s'explique par les points ci-après :

- les contraintes liées au déroulement comme prévu des constructions et des missions de supervision,
- le non respect des engagements par certains entrepreneurs.
- l'enrôlement tardif des apprenants,
- les délocalisations des sites d'ECB construites et / ou à faible effectif.
- Le rejet systématique du français par certaines communautés en faveur de l'arabe ou de l'apprentissage coranique
- les lenteurs dans le paiement des opérateurs.
- l'insuffisance ou l'absence de centres de ressources en zones rurales ;
- le retard enregistré par les opérateurs techniques 2 dans la signature des conventions avec les MA;
- le faible niveau d'équipement des ateliers artisanaux identifiés dans les communautés rurales et villages d'intervention.
- La complexité de la sélection et de l'organisation des jeunes et des femmes en micro entreprises formelles

En conséquence, les risques potentiels qui pourraient en découler sont les suivants :

- la déperdition des enfants qui étaient déjà ciblés et consolidés,
- la déperdition des volontaires du fait d'autres opportunités d'emplois,
- le projet risque, par rapport au respect des échéanciers du programme, de faire l'objet de prorogation
- le non respect des délais de planning des formations techniques des jeunes.
- le retard dans le démarrage des formations en gestion.

**Comparer le taux d'exécution Physique (47,34%) au taux de décaissement global (50,25%).**

Les taux reflètent la réalité de l'exécution du programme, à la fin du premier trimestre 2013.

**Donner les leçons qui pourraient être tirées de cette situation.**

- Renforcer la campagne de mobilisation et de sensibilisation pour relever les effectifs dans les ECB;
  - Réaliser l'étude sur la prise en compte effective des enfants des daaras dans les ECB pour une meilleure maîtrise de la problématique;
  - Veiller à l'articulation rigoureuse des activités d'alphabétisation et de formation technique ;
  - Veiller à la synergie d'actions entre opérateurs des trois composantes au sein d'une même communauté rurale.
- 
- Tenir compte dans la formulation du projet, de la phase de conception des outils de la finance islamique (stratégie, manuel de procédures) mais aussi l'information et la formation des acteurs sur ces nouveaux concepts, l'intégration des produits islamiques dans les SIG des SFD Partenaires, la formulation de microprojets conformes au mode de financement mais aussi la complexité des procédures de sélection et d'organisation des jeunes et des femmes en micro entreprises formelles (GIE)



## VI- Etat d'exécution financière

Composante	Budget	Engagé	Réalisé	Pourcentage(R/B)
<b>Composante 1</b>				
Construction des ECB (BID)	504 000 000	302 860 039	302 860 039	60,09%
Construction des ECB (BCI 2011)	182 000 000	177 651 166	177 651 166	97,61%
Equipement des ECB (BID)	84 000 000	0	0	0%
Equipement des ECB (BCI)	56 000 000	55 035 200	55 035 200	39,31%
Formation des volontaires (Cf. PTA 2012)	60 000 000	41 051 000	41 051 000	68,42%
<b>Composante 2</b>				
Identification des bénéficiaires	12 000 000	17 641 620	17 641 620	147,01%
Elaboration des curricula	96 000 000	91 216 000	91 216 000	95,02%
<b>Composante 3</b>				
Lot1 : Identification des bénéficiaires	13 000 000	16 901 120	16 901 120	130%
<b>Composante 4</b>				
Renforcement des capacités des acteurs en Finance Islamique	50 000 000	25 000 000	40 780 338	81,56%
Acquisition d'Expert en Suivi Evaluation	10 000 000	5 710 000	5 710 000	57,1%
Sélection des SFD	5 000 000	2 750 000	2 750 000	55%
<b>Composante 5</b>				
Voyage d'études	14 000 000	15 447 700	15 447 700	110,34%
Séminaire sur les approches	45 000 000	47 444 029	47 444 029	105,43%
Salaires (BID)	294 000 000	203 631 160	203 631 160	69,26%

Salaires (BCI)	85 000 000	48 618 750	48 618 750	57,20%
Suivi des activités	15 000 000	1 500 000	1 500 000	10%
<b>TOTAL</b>				<b>50,50%</b>

**Commentaires : Donner les explications sur les dépassements de couts, les économies effectuées, actions pour couvrir les surcouts. Identifier les risques de dépassement à ce stade et proposer des actions de mitigation**

Au 31 mars 2013, l'UGP a connu quelques dépassements mais également obtenu des économies sur certaines activités réalisées :

- Sur le marché « Etude du milieu » : économie de 27 484 500 F CFA.
- Sur le marché « Constructions salles de classes ECB » : il faut noter deux rubriques à savoir : le contrat de marché pour un montant de 457 981 142 F CFA et le suivi et contrôle des chantiers par les partenaires locaux et la DCS (Direction des Constructions Scolaires) pour un montant de 30 000 000 ; le budget global prévu à cet effet étant de 504 000 000 FCFA, on constate une économie de 16 018 858 F CFA.
- Sur le marché « Equipement des salles de classes ECB » : économie de 10 457 627 F CFA qui sera utilisé pour l'acheminement du matériel des communautés rurales aux villages abritant les ECB.

Ce qui fait un total d'économie de **43 503 358 F CFA.**

## VII- Organisation et composition de l'unité de gestion du projet

(Voir l'organigramme en annexe)

Le PALAM, créé par arrêté ministériel N° 07839 du 14 Août 2009, est administré par une Unité de Gestion du Programme (UGP), basée à Dakar, au 57, Avenue Georges Pompidou, les locaux ont été mis à disposition par l'Etat du Sénégal. L'UGP s'appuie sur les trois centres de responsabilité que sont la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, la Direction de l'Apprentissage et la Direction de l'Entreprenariat Féminin au niveau national et, sur la plate forme de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale, au niveau régional.

L'UGP est composée :

- d'une Directrice,
- d'un Expert Gestionnaire,
- d'un Expert en Education / Formation,
- d'une personne ressource (fonctionnaire détaché au programme) en charge du Développement Communautaire
- d'un Expert en Micro Finance,
- d'un personnel d'appui composé de secrétaires, d'une comptable matière et de chauffeurs. Par ailleurs, les services de gardiennage et d'entretien des locaux de l'UGP sont assurés respectivement par deux sociétés.

L'UGP est appuyée par :

✓ un Comité de pilotage, créé par arrêté ministériel N°10779 du 23 Novembre 2009 : il est composé de plusieurs ministères, d'associations de femmes, de jeunes et de la société civile, ce comité présidé par Madame le Ministre se réunit une fois par semestre en vue de délibérer sur les plans de travail annuels, préparés par l'équipe du projet ;

✓ un Comité d'appui technique composé en plus des directions centres de responsabilité, d'autres directions et services nationaux impliqués de par leur mission régalienne dans la mise en œuvre du PALAM. Il se réunit trimestriellement et chaque fois que de besoin pour échanger sur l'état d'exécution technique du programme ;

✓ la Plateforme Nationale pour la Protection Sociale (INPS) : elle réunit l'ensemble des acteurs au niveau de chaque région, les collectivités locales, les services techniques déconcentrés et les autorités administratives. Elle assure le suivi quotidien du programme dans toutes ces composantes, sous la direction du Service Régional du Développement Communautaire avec l'appui des Acteurs Porteurs de Développement Communautaires ou APDC.

Comme susmentionné, en plus de ces organes, les centres de responsabilité assurent l'exécution de leur composante respective, sous la supervision et la coordination de l'UGP.

### VIII- Etat des décaissements

Composante	Montant du contrat	Cout estimé F CFA	Montant total décaissé		Observations
			BID	GOUV	
<b>Composante : Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9-15ans</b>					
Sélection des opérateurs en alphabétisation	0	10 100 000	17 030 000	0	Prévision sélection complémentaire (coût processus pris en compte)
Construction des ECB (fonds BID et BCI)	457 981 142	504 000 000	302 860 039	0	
	-	BID 182 000 000	0	177 651 166	Travaux en cours
		BCI 2011 182 000 000	0	169 919 940	Travaux en cours
		BCI 2012			
Equipements des ECB (fonds BID et BCI)	-	84 000 000	0	0	Marché attribué mais le fournisseur n'a pas encore enregistré son contrat.
	55 035 200	56 000 000	0	55 035 200	Marché attribué et livraison en cours
<b>Composante : Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes</b>					
Rédaction des Curricula	58 500 000	96 000 000	91 216 000	0	Réalisée
<b>Composante : Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses</b>					
Identification des bénéficiaires	-	13 000 000	16 901 120	0	Réalisé
<b>Composante : Dispositif de micro finance pour l'appui à l'auto emploi</b>					
Finalisation et validation de la stratégie de la composante	-	3 000 000	0	0	Réalisée

Sélection des SFD	2 750 000	5 000 000	2 750 000	0	Réalisée
Appui en équipements aux partenaires et SFD sélectionnés	45 665 000	70 000 000	45 665 000	0	Réalisée
Renforcement des capacités de l'UGP et des partenaires institutionnels en finance islamique	-	50 000 000	47 395 338	0	En cours
<b>Composante : Gestion et suivi du projet</b>					
Voyages	-	14 000 000	15 447 700	0	Réalisé
Séminaire sur les approches	-	45 000 000	47 444 029	0	Réalisé
Suivi des activités	-	15 000 000	0	1 500 000	En cours

**Commentaires: Donner les détails des décaissements en suspens, les dates des requêtes, les montants etc...**

**Aucun décaissement n'est en suspens à la fin du premier trimestre 2013.**

### IX- Risques et Opportunités

**Lister dans cette section toutes les opportunités qui pourraient être saisies pour améliorer la mise en œuvre du projet, son impact et sa consistance.**

- Les rencontres de partage et de mise à niveau organisées par l'UGP sont à noter comme un atout favorisant l'appropriation et la capitalisation des acquis.
- Les réunions de concertation, de partage et d'harmonisation des opérateurs en alphabétisation, techniques, collectivités locales et autres acteurs par communauté rurale / département ou par région.
- L'existence au niveau régional d'une plateforme technique regroupant autour de l'autorité administrative, les différents services techniques, les collectivités locales, et autres partenaires est un atout très important qui favorise la responsabilité, l'appropriation, la capitalisation des acquis et la pérennisation des activités.
- L'existence des outils de suivi et de supervision pour accompagner le déroulement des activités de formation
- La réussite de la formation par alternance « ateliers et centres de ressources »
- L'utilisation des experts formateurs qui avaient en charge le renforcement des capacités des

facilitateurs techniques pour évaluer la formation des femmes travailleuses et comme superviseurs pour la mise en place des micros entreprises.

- Le risque majeur est la non maîtrise du processus et des priorités de décaissement des ressources du BCI allouées au PALAM.

**Lister tous les risques potentiels qui pourraient affecter le délai, la qualité, le coût, les bénéfices attendus du projet.**

- Le démarrage tardif et à plusieurs vitesses des enseignements – apprentissages du programme surtout pour les ECB,
- Le retard dans le paiement des salaires des personnels de terrain des opérateurs en alphabétisation, risque de ternir l'image du programme et surtout son bon déroulement,
- L'inexistence et/ou la non concordance dès le début, entre le programme alpha et la formation technique des jeunes et des femmes due en grande partie aux délais assez longs des procédures d'acquisition et de décaissement,
- Le retard du démarrage effectif des formations des jeunes et des femmes travailleuses risque d'allonger le programme en termes de délai et de coût,
- Le retard dans la mise en place des équipements au niveau des ateliers artisanaux,
- La précarité des espaces de formation,
- Le retard qu'accuse la mise à disposition des facilités pour les femmes pourrait affecter la qualité des formations en ce sens que ces derniers devraient leur alléger leurs travaux domestiques pour leurs donner plus de temps à consacrer à leurs formations et activités génératrices de revenus.

**Lister tous les problèmes auxquels fait face le programme et les solutions pour y remédier**

- Le double traitement des dossiers d'acquisition et par la BID et par la DCMP affectent considérablement le respect du Plan de travail : nous recommandons une concertation entre la BID et l'Etat du Sénégal pour trouver un consensus dans la gestion concertée des dossiers d'acquisition afin de raccourcir les délais de traitement des dossiers
- Le non respect par les entrepreneurs des dates de réception des infrastructures dans les délais fixés, perturbe le programme d'apprentissage des enfants de 9 à 15 ans ; nous recommandons l'allègement des procédures de résiliation des contrats afin de prendre des actions urgentes et concrètes.
- Le niveau d'instruction très bas de certains Maîtres d'Apprentissage (MA) constitue un frein pour la formation des jeunes. Procéder à l'alphabétisation fonctionnelle et renforcer les capacités des MA
- La quasi inexistence des centres ressources pour la prise en charge de formations dans les deux régions ; recourir à une « formation mobile » (utilisation d'une unité mobile de formation ou déplacer un formateur compétent), pour la formation complémentaire des apprentis
- le retard dans l'identification des besoins en formation des MA sélectionnés par les

opérateurs techniques au niveau de Kaffrine sans laquelle les activités de renforcement ne peuvent démarrer

- La non stabilisation de la liste définitive des facilités: il est nécessaire d'effectuer une mission de terrain pour déterminer définitivement les besoins et, par rapport aux ressources disponibles, procéder à l'arbitrage pour au moins débiter le processus d'acquisition qui prend du temps.
- L'importance de la synergie d'actions entre différents centres de responsabilité de ministères techniques participe du renforcement des capacités des institutions publiques dans leurs missions régaliennes, pour aider les populations les plus vulnérables à sortir de la pauvreté ; par conséquent leur disponibilité constante pendant la phase d'exécution est vivement recherchée.
- Le manque d'expérience des SFD, par rapport aux produits de la Finance Islamique proposés par PALAM, peut ralentir les effets attendus de leurs interventions en faveur des cibles.
- L'intégration des produits de la Finance Islamique (FI) dans le Système d'Information et de Gestion des SFD sélectionnés

#### **Préciser les leçons qui pourraient être retenues pour d'autres projets.**

- Le caractère décentralisé du programme permet d'assurer une implication effective des structures locales, en particulier des services déconcentrés dans la mise en œuvre des activités et un suivi de proximité. La responsabilisation des autorités et des collectivités locales dans les zones d'intervention du programme facilite les concertations communautaires et assure une bonne gestion du programme.
- La construction et l'équipement des infrastructures sociocommunautaires du non formel sont salutaires et méritent d'être pérennisés dans d'autres programmes.
- Le recours à un cadre local de concertation, de partage et d'harmonisation des interventions, particulièrement des opérateurs d'exécution.
- La responsabilisation dans la mise en œuvre du programme, d'autres Directions techniques dont les missions sont en phase avec les objectifs visés, est d'un grand apport pour l'impact recherché.
- L'implication des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaire (APDC) comme relais à la base, devrait être systématisée et renforcée.
- Pour un programme pilote assez novateur quant à l'utilisation de la finance islamique comme mode de financement, il est nécessaire de:
  - tenir compte dans la formulation du projet, de la budgétisation de l'intégration des produits de la finance islamique, dans le SIG des SFD,
  - revoir les objectifs quantitatifs des microentreprises à la baisse, dans cette phase pilote qui constitue un test

## **X- Activités programmées pour le prochain trimestre.**

(1<sup>er</sup> avril au 31 Juin 2013)

<b>Extrants</b>	<b>Activités</b>	<b>Tâches</b>	<b>Date de début</b>	<b>Date de fin</b>
<b>Composante 1</b>				
<b>Les constructions de 30 ECB / BCI sont réceptionnées</b>	Construction de 30 ECB / BCI 2012		30 / 09 / 12	30/12/12
<b>Les équipements des ECB sont livrés et réceptionnés</b>	Equipements des ECB		18 10 / 12	28/ 10 / 12
<b>Les 85 volontaires et les 17 superviseurs sont formés</b>	Formation initiale des 85 volontaires et 17 superviseurs		22 / 10 / 12	04 / 12 / 12
<b>Les 8 000 enfants âgés de 9- 15 ans fréquentent les 200 ECB</b>	Les 8 000 enfants âgés de 9-15 ans fréquentent les ECB	Former les 8000 enfants dans les 200 ECB	1 <sup>er</sup> /10 /12	28 /12 / 12
<b>Les 360 facilitateurs et les 40 superviseurs sont formés et les 6000 Femmes travailleuses de la 1<sup>ère</sup> cohorte et les 2000 Jeunes adultes sont alphabétisés</b>	Alphabétisation fonctionnelle jeunes adultes et des femmes travailleuses	Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs	1 <sup>er</sup> /10 / 12	30 /11/12
		former les jeunes adultes et les 6000 femmes travailleuses en LN	2/01/2013	30 /11 /13
<b>Les activités de la composante sont suivies et évaluées et les points forts et les points à améliorer sont maîtrisés.</b>	Suivi – évaluation des activités	Suivi – supervision du niveau local	2/01/2013	30 /11 /13
		Contrôle du suivi déconcentré	2/01/2013	30 /11 /13



**Composante 2**

<b>Les apprenants et maitres d'apprentissage sont sélectionnés</b>	Sélection des apprenants (es) et des maitres d'apprentissage	Valider la sélection des MA et des apprenants (es)	01/01/12	31/12/12
<b>Les maitres d'apprentissages sont formés</b>	Formation des maitres d'apprentissages		06/05/2013	19/07/13

<b>Appui aux ateliers des artisans sélectionnés</b>	Renforcement en équipement des ateliers sélectionnés		14/01/13	06/06/2013
<b>Formation technique des jeunes en atelier et en centres de ressources</b>	Formation des 1452 apprenants (es) en atelier et en centres de ressources		14 /01 /13	27/12/2013
<b>Les 3000 jeunes apprenants sont alphabétisés</b>	Alphabétisation de 1275 jeunes apprenants(es)		14 /01 /13	27/12/2013
<b>Composante 3</b>				
<b>10 000 femmes sont formées</b>	Formation technique des femmes travailleuses		01/01/2013	31/12/2013
<b>10000 femmes sont alphabétisées</b>	Alphabétisation fonctionnelle des femmes		0 1/01/2013	1/12/2013
<b>Les activités de suivi évaluation en 2012 sont réalisées</b>	Suivi évaluation		28/05/2012	31/12/2012
	Supervision des formations		01/01/13	31/12/13
<b>Composante 4</b>				
<b>Les formations des acteurs et des bénéficiaires sont réalisées</b>	Renforcement des capacités de l'UGP et des Partenaires institutionnels en finance islamique	Renforcer les capacités du personnel des SFD et des Opérateurs en FI	01/04/13	28/06/13
		Information et sensibilisation des bénéficiaires sur le mode de financement islamique	15/05/13	28/06/13
<b>Les bénéficiaires sont encadrés</b>	Encadrement technique des bénéficiaires par les opérateurs techniques	Organiser les jeunes et les femmes en micros entreprises	14/01/13	28/06/13
		Identifier et formuler les micros projets des jeunes et des femmes	14/01/13	28/06/13
		Soumettre les demandes de financement aux SFD	11/02/13	28/06/13
<b>La formation en gestion des jeunes et des femmes est assurée</b>	Formation des Micros entreprises en gestion	Former les jeunes et les femmes en gestion de projets et de crédit	<b>04/02/13</b>	<b>30/03/13</b>
<b>Le suivi des activités de la composante Micro finance est assuré</b>	Suivi des activités de la composante micro finance		<b>01/04/13</b>	<b>28/06/13</b>

<b>Composante 5</b>			
<b>Fonctionnement UGP</b>	Fonctionnement (salaires, cotisations sociales et fiscales, assurance maladie, carburant et autres indemnités, etc....)	01/01/2013	31/12/2013
<b>Organisation des communautés de base, réunions et ateliers</b>	Organisation des communautés de bases, réunions et ateliers	01/01/2013	31/12/2013
<b>Suivi des activités</b>	Honoraires et Commissions	01/01/2013	31/12/2013
	Communication	01/01/2013	31/12/2013
	Suivi des activités	01/01/2013	31/12/2013

## **XI- Conclusion.**

Aujourd'hui, il convient de souligner que le PALAM, qui s'inscrit dans une démarche novatrice, a gagné en expériences. Les outils pour sa mise en œuvre efficiente ont été stabilisés, les nouveaux acteurs identifiés, et une capitale expérience accumulée. Ces atouts qui viennent d'être cités pourraient véritablement aider dans le cadre de la mise en œuvre d'autres programmes.

Les différents outils stabilisés par le Programme devraient voir leur application renforcée au niveau opérationnel, accentuant de manière continue les capacités des opérateurs à pouvoir suivre et rendre compte quant aux résultats.

Au vu des résultats satisfaisants enregistrés par le PALAM, et sur proposition de la Banque Islamique de Développement (BID), deux pays membres de la Oumah Islamique (Mauritanie et Tchad) qui ont bénéficié de programmes similaires, ont respectivement effectué, en février 2013, une mission d'échanges et de familiarisation, en vue de s'inspirer de l'expérience du PALAM Sénégal.

Au total, l'essentiel des activités prévues dans le PTA ont été réalisées au cours de ce premier trimestre 2013.

Toutefois, à l'effet d'une plus grande efficacité dans la mise en œuvre du programme, et une plus grande rigueur dans le respect des échéanciers, une concertation est nécessaire entre l'Etat du Sénégal et la BID, en vue de trouver un consensus dans la gestion des dossiers d'acquisition, afin de réduire leurs délais de traitement

# ANNEXES

---

**Annexe 1 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES ACQUISITIONS DES BIENS ET SERVICES**

**Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS**

**Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS**

**Annexe 4 : PHOTOS**

Description	D. envoi DAO	Date d'envoi Liste restreinte	date non objection DAO	Date non objection Liste restreinte	date lancement consultation ou Appel d'offres	date remise des offres	date ouverture des plis	date de transmission rapport d'évaluation technique	Date approbation rapport d'évaluation technique	Date transmission eval/ financ et Tech	date de transmission Projet de contrat	date approbation projet de contrat	date signature contrat	date d'approbation du contrat signé	Montant du Marché	
Services																
Etude du milieu	02/10/09	02/10/09	21/10/09	21/10/09	02/11/09	02/12/09	05/01/10	05/02/10	24/04/10	29/04/10	02/05/10	05/05/10	18/05/10	15/06/10	44 515 500	
Recrutement d'un expert en finance Islamique	26/02/2011	26/02/2011	05/02/2011	05/02/2011	26/03/11	26/04/11	26/04/11	20/05/2011	20/05/2011	20/05/2011	08/06/11	08/07/11	08/06/11	15/07/11	20 600 000	
Recrutement d'un expert en Suivi Evaluation	03/12/2010	03/12/2010	05/02/2011	05/02/2011	05/03/11	05/04/11	05/04/11	06/05/2011	06/05/2011	06/05/2011	12/07/11	12/07/11	12/07/11	12/08/11	5 710 000	
Recrutement des opérateurs alpha	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	1 740 000 000	
Recrutement des opérateurs techniques (composante 2)	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	435 752 175	
Recrutement des opérateurs techniques (composante 3)	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	849 969 412	
Recrutement consultant	2 Fév 2011	02/02/11	01/04/2011 DCMP 15/04/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011	06/04/2011	06/05/2011	06/05/2011	04/07/2011	01/08/2011	04/07/2011	25/07/2011	27/06/2011	04/07/2011	01/08/2011	58 500 000	



## Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Contrat	Bénéficiaire	Montant en F CFA	Durée	OS démarrage
REDACTION CURRICULA	MAMADOU MOUSTAPHA FALL	58 500 000	60 JOURS	Mission terminée
CONSTRUCTIONS	- GMB - GMB - IMPACT Entreprise - GIE EPA	229 499 674 177 651 166 137 046 463 91 435 005	180 JOURS 120 JOURS 180 JOURS 180 JOURS	Exécution en cours
DIAGNOSTIC SFD	DJIBRIL DIOP	2 750 000	15 JOURS	MISSION EXECUTEE
FINANCE ISLAMIQUE	AHMED OULD HOUEBIB	20 600 000	60 JOURS	Mission exécutée
SUIVI EVALUATION	CABINET MSA	5 710 000	60 JOURS	MISSION EN COURS
AUDIT	CABINET MAX CONSULTING GROUP	32 000 000	DUREE DU PROJET	MISSIONS 2010 et 2011 EXECUTEES
VEHICULES	SERA	55 200 000 14 800 000		LIVRES NON ENCORE PAYE
MANUEL DE PROCEDURES	CABINET MAX CONSULTING	6 000 000	60 JOURS	MANUEL DISPONIBLE
ETUDE DU MILIEU	CABINET MSA	44 515 500	180 JOURS	MISSION EXECUTEE
EQUIPEMENT ECB	- GMB - ENTRASE	73 542 373 55 035 200	60 JOURS	EXECUTION EN COURS
EQUIPEMENT DES SFD	- DABAKH OFFICE - COSEF - ENTRASE	17 716 520 24 549 900 11 618 280	30 JOURS	REALISEE
RECRUTEMENT DES OPERATEURS	- OPERATEURS ALPHA C1 - OPERATEURS TEHNIQUES C2 - OPERATEURS TECHNIQUES C3	1 722 045 338 435 752 175 849 969 412	DUREE DU PROGRAMME	EN COURS
MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES DE LA COMPOSANTE 2 (FACILITES ET ALLEGEMENTS)	- DISMAT - DISMAT - ECTC	25 356 881 42 798 603 32 552 336	60 JOURS	PROCESSUS EN COURS

**Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS DU TRIMESTRE**

<b>No</b>	<b>Bénéficiaire</b>	<b>No.D RF</b>	<b>Date</b>	<b>Numéro du contrat</b>	<b>Date envoi à BID</b>	<b>Date de règlement</b>	<b>Montant</b>	<b>Etat (Payé/non payé)</b>
01	GIE EPA	82	10/01/13	T/0369/11	10/01/13	15/03/13	14 912 781	P
02	OPERATEURS	83 à 89	06/02/13	SE 110	06/02/13	03/03/13	69 567 710	P
03	REALIMENTAT ION DU COMPTE SPECIAL	98-99	28/03/13	0733	28/03/13	22/05/13	430 099 938	P





**Formation des volontaires et superviseurs des  
Ecoles Communautaires de Base de la deuxième génération  
du 19 Février au 30 Mars 2013.  
Vue de la Salle**



**Ecole Communautaire de base (ECB) du village de Nghoss (Diourbel)**



**La volontaire Maty SOW**

**Les apprenants (09 à 15 ans): vue de la salle**



**Formation des jeunes dans les Ateliers Artisanaux (16 à 24 ans)**

**Couture**

**Coiffure**



**Formation technique des femmes (24 à 49 ans)**

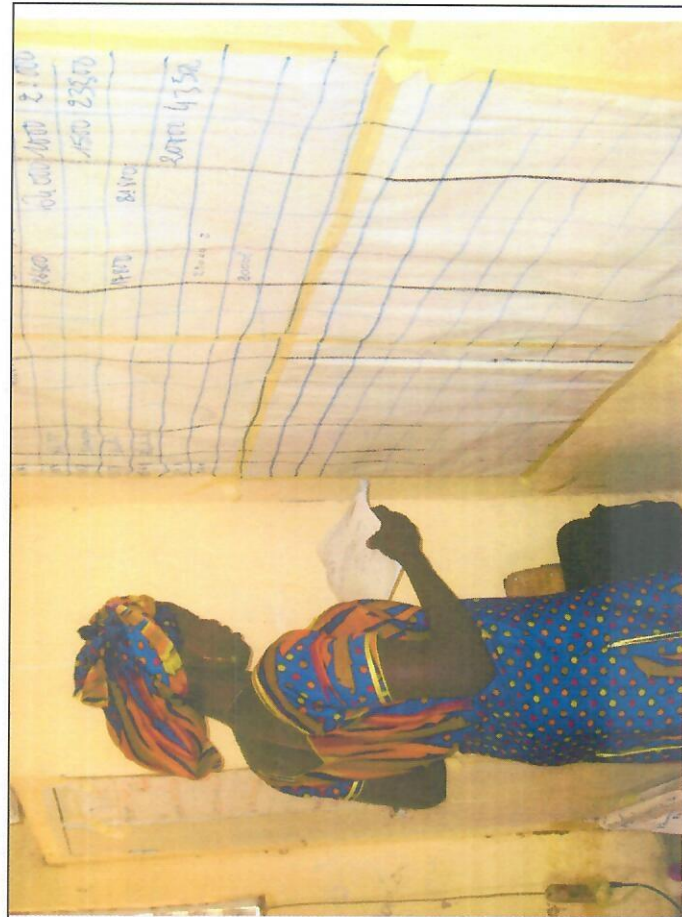
**Transformation produits céréaliers**



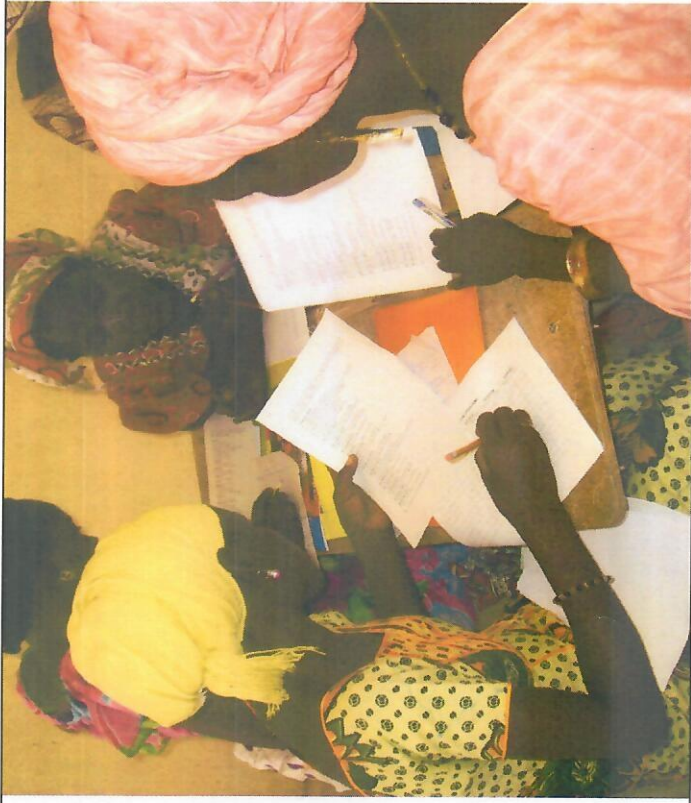
**Formation technique des femmes (24 à 49 ans)**

**Teinture**

**Saponification (savonnerie)**



**Formation des femmes en gestion**



**Formation des femmes en gestion**



**Visite de familiarisation et d'échanges d'expériences du PALAM Mauritanie au Sénégal (du 10 au 15 février 2013): Visite de terrain**

**Séance de travail avec l'équipe du PALAM**

**Réunion d'échanges avec les partenaires de PALAM SENEGAL sous la présidence du Secrétaire Général du Ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Entreprenariat Féminin**





**Visite de familiarisation et d'échanges d'expériences du PALAM Mauritanie au Sénégal (du 10 au 15 février 2013): Visite de terrain**

**visite exposition teinture réalisé par les femmes de NDIATACK**

**Visite de l'exposition de savon réalisé par les femmes de MBOBENE**



**Visite de familiarisation et d'échanges d'expériences du PALAM Tchad au Sénégal (du 20 au 28 février 2013)**



**Séance de travail à l'UGP**

**Signature Aide-Mémoire**



**Visite de familiarisation et d'échanges d'expériences du PALAM Tchad au Sénégal**

**(du 20 au 28 février 2013)**

**Visite d'une ECB à Nghoss (Diourbel)**

**Rencontre avec les partenaires du PALAM  
Sénégal**